
ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE D'OPINION SUR LA CRISE MALIENNE

** La marge d'erreur est estimée (sous certaines hypothèses) à 3%. Donc, en toute rigueur, les chiffres du présent rapport doivent être lus sous forme d'intervalles.*

** Le sondage est réalisé les 29 et 30 avril 2012, les chiffres sont donc liés à cette période.*

Par Sidiki Guindo,
Ingénieur Statisticien Économiste.
Email: guindosidiki@yahoo.fr

Mai 2012

Décharge

L'auteur est responsable de ce document. Il garantit l'exactitude des données et la responsabilité scientifique des résultats.

Les observations, interprétations et conclusions exprimées dans ce document ne sauraient être attribuées ni au gouvernement malien, ni au CNRDRE ni à une à une autre institution ou tierce personne.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	4
INTRODUCTION.....	7
I. MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE APPLIQUÉE	9
II. ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE.....	10
1. Structure de l'échantillon Enquêté	10
2. L'avis de la population sur le coup d'État.....	11
3. La population est-elle satisfaite du retour à l'ordre constitutionnel ?	13
4. La population est-elle satisfaite de la composition du nouveau gouvernement ?.....	14
5. L'avis de la population sur le comportement général des putschistes	16
6. L'avis de la population sur la continuité de la transition par le Pr Dioncounda.....	19
7. Faut-il utiliser la force ou négocier la situation du nord ?	21
8. L'avis de la population sur le comportement de la CEDEAO, des USA et de la France ..	22
9. L'appréciation générale des principales personnalités politiques par la population	24
III. Conclusion et Recommandations	25
1. Conclusion	25
2. Recommandations	26

Résumé

Depuis le mois de mars, le Mali connaît une crise sans précédent : les rebelles du MNLA réclament toute la région de l'AZAWAD, partageant ainsi le pays en deux, ceux du groupe des Ansar-dine veulent une application de la charia sur l'ensemble du territoire national, des sous officiers se sentent trahis par certains de leur hiérarchie et créent une mutinerie, les trois régions du nord (Tombouctou, Gao et Kidal) ne sont plus sous le contrôle de la république, le président ATT est évincé du pouvoir, un nouveau gouvernement est mis en place, etc.

Dans ce nouveau contexte très instable, il est important de recueillir l'avis de la population malienne par un sondage d'opinion. Ce sondage se veut neutre vis à vis des partis politiques, du nouveau et de l'ancien gouvernement, des putschistes et des organisations internationales. Ainsi, avec la situation difficile que vit notre pays, notre curiosité de statisticien combinée à celle d'un chercheur nous pousse à évaluer l'avis des Maliens sur différents aspects de la crise.

Les résultats de cette étude pourraient aider le nouveau gouvernement et les amis du Mali à bien gérer la crise. L'ancien gouvernement peut tirer de ces résultats différentes leçons. Nous avons cherché à répondre aux questions suivantes : le peuple est-il satisfait du coup d'État ? Quel est le point de vue de la population sur les responsabilités dans cette crise ? Le peuple est-il satisfait de la composition du nouveau gouvernement ? La population souhaite-elle l'utilisation de la force pour reprendre le nord ? Selon la population, la CEDEAO doit-elle envoyer seulement des armes ou des hommes et des armes ? La France, les USA, la CEDEAO aident-ils le Mali ou les rebelles du point de vue des populations ? La population est-elle satisfaite du comportement général des putschistes ? Quelle est l'image des différentes personnalités auprès de la population ? Le président par intérim doit-il continuer avec la transition ?

Pour répondre à toutes ces préoccupations, ce sondage d'opinion a été réalisé les 29 et 30 avril 2012 auprès de 1 100 personnes de 18 ans ou plus résidant dans le district de Bamako. La pertinence scientifique de cette étude est à deux niveaux :

- ✓ une conception rigoureuse de l'étude : la conception théorique de cette étude respecte toutes les théories de sondage ;
- ✓ des outils statistiques appropriés pour l'analyse des résultats de l'enquête : différents outils ont été utilisés et nous nous sommes assurés de la pertinence de chaque outil.

Pour cette première phase de l'étude, nous nous sommes limités au district de Bamako. Ainsi, Bamako sert de zone test pour les autres phases à venir. Aussi, le poids du district n'est pas négligeable dans la perception de la situation que vit le pays. Par ailleurs, les résultats de la capitale ne sont pas sans lien avec les résultats globaux du pays. Il serait cependant intéressant d'effectuer un sondage au niveau national afin de cerner l'avis du peuple dans la gestion de la crise. Il faut souvent diriger le peuple en tenant compte de son opinion.

L'enquête utilise la méthode des quotas (cette méthode est la plus utilisée dans le monde des sondages d'opinion). Les variables de quotas utilisées sont : la commune, le sexe, l'âge et le niveau d'étude. Nous avons enquêté les 1 100 personnes réparties proportionnellement entre les six communes du district. Cette taille, qui respecte l'ensemble des hypothèses à vérifier pour l'estimation

des paramètres, correspond à une précision de 3% au niveau du district.

La population est-elle satisfaite du coup d'État ?

À la question « Etes-vous êtes satisfait que le régime de ATT prenne fin avant même l'organisation des élections ? », 64% des personnes déclarent être satisfaits alors que 36% ne sont pas satisfaits et pensent que l'on devrait laisser ce régime organiser les élections. La proportion élevée de personnes satisfaites concorde bien avec le fait que 51% de la population pensent que le régime ATT est le principal responsable dans cette crise qui frappe le pays. L'ancien régime doit donc en toute humilité faire son bilan des dernières années et tirer toutes les leçons liées à cette crise et à la colère d'une bonne partie de la population.

La population est-elle satisfaite de la composition du gouvernement ?

A cette question, 79% de la population se disent satisfaits, 10,8% ne sont pas satisfaits et 9.7% ne sont pas du tout satisfaits. Ces résultats montrent que la majorité de la population est satisfaite de la composition du nouveau gouvernement. Les différents partis politiques, les groupements de partis notamment le Front national pour la Démocratie et le MP22 doivent laisser de côté leur vision personnelle pour suivre celle du peuple. Il est important que tous les partis aident le nouveau gouvernement à réussir sa mission.

La population est-elle satisfaite du comportement général des putschistes ?

En réponse à cette question, 60% se disent satisfaits de leur comportement, 21% ne sont pas satisfaits et 19,2% ne sont pas du tout satisfaits. Le capitaine Sanogo doit-il tenir compte de ces résultats dans ses prises de décision ? Si son groupe est jusque-là positivement apprécié par au moins 60% de la population, il ne faut pas se laisser piéger dans différentes situations, comme les affrontements entre étudiants et forces de l'ordre. Il est aussi important d'être moins présent sur la scène politique ainsi que dans la gestion courante des activités du gouvernement qui est déjà bien apprécié. Cependant, les propositions du type « que les militaires regagnent purement les casernes » ne collent pas pour le moment avec les réalités de terrain.

La population veut-elle l'utilisation de la force pour reprendre le nord ?

A cette question, 54% de la population optent pour une utilisation de la force pour récupérer le nord alors que 45% préfèrent une négociation pour le moment. Le nouveau gouvernement doit donc communiquer sur sa stratégie de récupération des régions du nord. Il faut surtout expliquer au peuple pourquoi le gouvernement privilégie une option plutôt qu'une autre. Cela permettra au nouveau gouvernement être en phase avec son peuple parce que jusque-là, on ne voit aucune stratégie de communication.

La CEDEAO, les USA, la France aident-ils le Mali ou les rebelles ?

Pour 66% de la population, la CEDEAO aide le Mali contre les rebelles, suivie des Etats-Unis (39%) et de la France (15%). La majorité de la population enquêtée (55%) pense même que la France aide les rebelles et non le Mali. Cette situation peut s'expliquer par les comportements des personnalités françaises pendant la crise et le fait que ce pays héberge les responsables rebelles sur son sol.

Le président par intérim doit-il continuer avec la transition ?

A la question de savoir si le président actuel doit être reconduit après les 40 jours d'intérim ou être remplacé, 52% de la population pense que le Pr Dioncouda doit rester pour continuer avec la transition alors que 43% pense qu'il doit être remplacé. La majorité des enquêtés n'est donc pas contre le fait que le président intérimaire dirige aussi la transition. Le comportement assez ambigu de la CEDEAO qui a consisté à prendre à contre pied les putschistes et le peuple malien risque de fragiliser davantage la situation. La CEDEAO devrait actuellement penser à la réunification de l'armée malienne qui est plus que jamais dessoudée. Cette réunification semble être oubliée ou reléguée au second plan depuis le début de la négociation de l'accord cadre.

L'indice de popularité de différentes personnalités du pays

Nous présentons ici la proportion de personnes ayant ***un avis favorable*** pour une personnalité donnée (le complément à 100% de cette statistique est composé des avis neutres et défavorables). Selon nos résultats, la personne ayant le plus d'avis favorables est le premier ministre Cheick Modibo Diarra (78%). Cette situation peut s'expliquer par le choix de son gouvernement. La deuxième personne est le candidat du RPM, Ibrahim Boubacar Keita (IBK). Cette personnalité a 76% d'avis favorables, la troisième personnalité est le capitaine Amadou Haya Sanogo avec 65% d'avis favorables. La popularité de Sanogo peut s'expliquer par son comportement responsable et ses discours à la nation pendant cette crise. Il n'est cependant pas souhaitable qu'il accepte de prendre les rênes du pouvoir pour la transition même si on venait à le lui proposer. En effet, la popularité ne se transfère pas forcément d'un domaine à un autre. Le président ATT a 29% d'avis favorables alors que le président par intérim (le Pr Dioncouda) a 44% d'avis favorables.

INTRODUCTION

Depuis le mois de mars, le Mali connaît une crise sans précédent :

- ✓ les rebelles du MNLA réclament la scission du pays en deux : les régions de l'AZAWAD et le reste du pays; Quant à ceux du groupe Ansar-dine, ils veulent une application de la charia sur l'ensemble du territoire national.
- ✓ plus de 70 militaires maliens ont été froidement abattus les mains ligotées et des sous officiers se sentent trahis par certains de leur hiérarchie.
- ✓ Trois régions du nord (Tombouctou, Gao et Kidal) ne sont plus sous le contrôle de la république. Le président ATT est évincé du pouvoir et un nouveau gouvernement est mis en place.
- ✓ Une partie des officiers supérieurs n'ont pas encore éclairci leur position. Il n'existe plus de confiance totale entre les éléments du camp militaire de Kati et ceux du camp Djicoroni para (communément appelé les Bérets rouges).

Dans cette situation, il appartient à chaque malien de prendre un peu de son temps et de ses biens pour aider le pays à comprendre ce qui lui arrive afin de prendre des mesures adéquates pour la résolution de la crise. Pour notre part, en tant que Statisticien Économiste, nous avons réalisé un sondage d'opinion afin de recueillir l'avis de la population sur différents aspects de la crise. Cette opinion est d'autant plus importante que depuis le début de cette crise, différents points de vue sont donnés sans les compléter avec l'avis du peuple malien qui est souverain. Ainsi, les résultats de cette étude viennent compléter les avis des différents experts et permettent donc de prendre en compte l'avis de la population pour les décisions concernant la crise.

Les différentes questions abordées dans l'étude sont entre autres: l'avis de la population sur le coup d'État. Quel est le point de vue de la population sur les responsabilités dans cette crise ? Le niveau de satisfaction de la population sur la composition du nouveau gouvernement. La population veut-elle l'utilisation de la force pour récupérer le nord ? Selon la population, la CEDEAO doit-elle envoyer seulement des armes ou des hommes et des armes? La France, les USA, la CEDEAO aident-ils le Mali ou les rebelles ? La population est-elle satisfaite du comportement général des putschistes ? Quelle est l'image des différentes personnalités auprès de la population ? Le président par intérim doit-il continuer avec la transition ?

Dans le présent document, notre objectif est d'analyser les résultats du sondage tout en restant neutre vis à vis des partis politiques, du nouveau et de l'ancien gouvernement, des putschistes et des organisations internationales. À la fin des résultats de chaque question, nous recommandons des pistes de solutions liées à la question traitée. Le document termine par un ensemble de recommandations susceptibles d'aider les choix des décideurs politiques. Pour permettre à d'autres chercheurs de procéder à d'autres types d'analyse, la base de données peut être obtenue en nous écrivant à recherche.guindo@yahoo.fr

Le document aborde les points suivants:

I. Méthode d'échantillonnage adoptée

II. Analyse des résultats de l'enquête

L'analyse des résultats de l'enquête vise à répondre aux huit questions suivantes :

1. L'avis de la population sur le coup d'État.
2. La population est-elle satisfaite du retour à l'ordre constitutionnel ?
3. La population est-elle satisfaite de la composition du nouveau gouvernement ?
4. L'avis de la population sur le comportement général des putschistes.
5. L'avis de la population sur la continuité de la transition par le Pr Dioncounda.
6. Faut-il utiliser les forces ou négocier la situation du nord ?
7. L'avis de la population sur le comportement de la CEDEAO, des USA et de la France.
8. L'appréciation générale de différentes personnalités par la population.

III. Conclusion et Recommandations

1. Conclusion
2. Recommandations

I. MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE APPLIQUÉE

Cette première phase de l'étude a visé la population du district de Bamako. Dans cette population nous nous intéressons à ceux qui ont au moins 18 ans. L'enquête couvre l'ensemble des six communes de Bamako. Le choix du district se justifie par des contraintes de temps et de moyens financiers. Cependant, la position des bamakois nous semble être assez pertinente pour aider à la prise de décision, cette ville accueillant 12% de la population totale du Mali. Il est important de concevoir déjà le paquet des études portant sur la crise. Dans nos recommandations, nous donnons 3 études statistiques qui sont prioritaires dans la gestion de cette crise.

À défaut d'une base de sondage, l'enquête utilise la méthode des quotas. Cette méthode est la plus utilisée dans le monde des sondages d'opinion. Les variables de quotas utilisées sont la commune, le sexe et la classe d'âges. Ainsi, le nombre de personnes enquêtées dans une commune est proportionnel au poids de cette commune dans la population bamakoise. De même, pour les variables sexe et classe d'âges, nous avons tenu compte du poids des différentes modalités dans la population.

Ce sondage d'opinion a été réalisé les 29 et 30 avril 2012 sur 1 100 personnes de 18 ans ou plus. La pertinence scientifique de cette étude est à deux niveaux :

- ✓ une conception rigoureuse de l'étude : la conception théorique de cette étude respecte toutes les théories de sondage ;
- ✓ des outils statistiques appropriés pour l'analyse des résultats de l'enquête : différents outils ont été utilisés et nous nous sommes assurés de la pertinence de chaque outil.
- ✓ Par une simulation d'un sondage de type aléatoire simple, la précision des estimateurs est fixée à 3%.

II. ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Tous les chiffres de cette section proviennent des données de l'enquête.

1. Structure de l'échantillon Enquêté

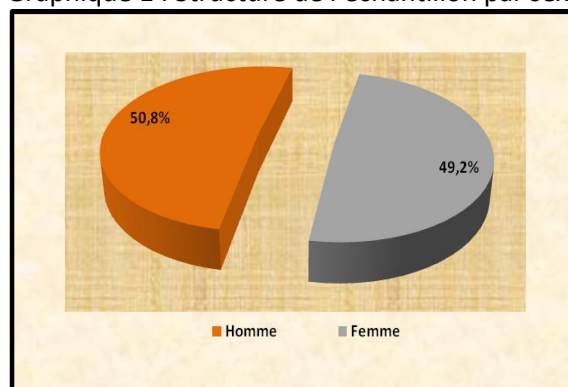
Nous présentons dans les lignes qui suivent la structure de l'échantillon enquêté. Cette structure sera présentée par commune, par classe d'âges, par niveau d'étude et par sexe.

Tableau 1 : structure de l'échantillon par commune, par âge et par niveau d'étude

Commune	Commune I	Commune II	Commune III	Commune IV	Commune V	Commune VI	Total
Effectif	201	156	144	182	199	228	1110
Pourcentage	18,11	14,05	12,97	16,4	17,93	20,54	100,0
Groupes d'âge							
18-24 ans	41	32	30	38	41	47	229
25-30 ans	50	39	36	46	50	57	278
31-40 ans	48	37	34	43	48	54	265
41-50 ans	39	31	28	36	39	45	218
>= 51 ans	22	17	15	20	21	24	119
ND	1	0	0	0	0	0	1
Niveau de formation							
Aucun	46	36	33	41	45	52	253
Arabe ou autre	26	20	18	23	25	29	141
1er cycle	20	15	14	18	19	22	108
2ème cycle	25	19	18	22	25	28	137
Lycée professionnel	47	36	34	42	46	53	259
Supérieur	38	30	28	35	38	44	212

Au total 1 110 individus ont été enquêtés. Pour chaque modalité des variables commune, classe d'âge et niveau de formation, on constate que l'effectif est assez important pour procéder à des analyses croisées. Le graphique suivant montre que l'on a à peu près le même nombre d'hommes que de femmes enquêtées.

Graphique 1 : Structure de l'échantillon par sexe



De manière générale l'échantillon observé est proche de celui prévu. Les légers écarts qui existent entre la structure exacte de la population et la structure de l'échantillon sont souvent faits sciemment pour pouvoir tenir compte de certaines réalités et pour pouvoir donner des estimateurs dans chaque groupe d'individus. Par exemple, pour pouvoir donner des

estimateurs dans le groupe de ceux qui ont un niveau supérieur, il a fallu enquêter au moins 212 individus de niveau supérieur même si ce nombre donne un poids supérieur au poids réel de cette modalité dans le district de Bamako.

Il faut enfin noter que l'écart entre la structure de l'échantillon et celle de la population n'a pas d'impact significatif sur les résultats obtenus. Ceci pour deux raisons principales : la première est que les réponses des différentes modalités d'une variable sont souvent corrélées. Par exemple, une situation acceptée à 100% par les femmes ne peut être rejetée à 100% par les hommes. Donc diminuer légèrement le nombre de femmes au profit des hommes n'a pas beaucoup d'impact sur les résultats. La deuxième raison est que le nombre d'individus enquêtés pour chaque modalité est suffisamment grand, donc, nos estimateurs par modalité garderont toujours plus ou moins bonnes propriétés (par la loi des grands nombres).

2. L'avis de la population sur le coup d'État

À la question de savoir qui est le principale responsable de la division du Mali en deux, 51% de la population imputent la responsabilité à l'ancien président et à son gouvernement, environ 26% pensent que ce sont les rebelles, 12% pensent que c'est le Capitaine Sanogo et son équipe alors que 6% pensent que toute la population est responsable.

La majorité de la population pense donc que le principal responsable dans cette scission du pays est le président ATT et son groupe.

Une deuxième question cherchait à savoir si l'enquêté est satisfait que le régime ATT ait pris fin avant même l'organisation des élections. Pour cette question, 64% de la population disent être satisfaits de cette situation qui arrive au régime d'ATT.

Une analyse par commune montre que dans toutes les communes sauf dans la commune 2, la majorité de la population se dit satisfaite de cette fin du régime. Au niveau de la commune 2, la proportion de personne satisfaite est de 44%. On constate que la proportion de personne satisfaite atteint un plafond de 78% au niveau de la commune V.

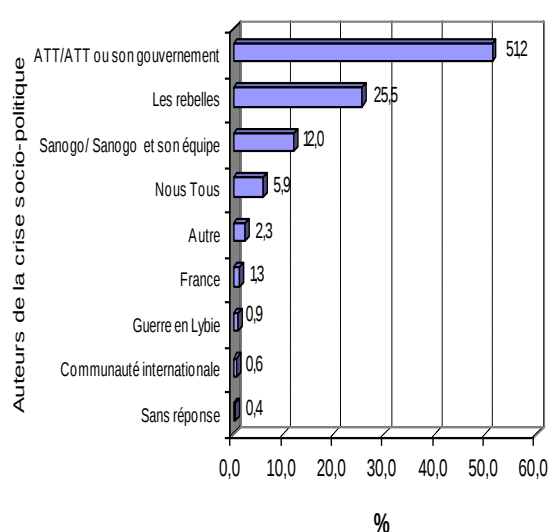
L'analyse suivant le niveau de formation montre que pour tous les niveaux de formation, la proportion de personne satisfait de la fin du régime ATT vaut au moins 60%. Quel que soit le niveau de formation, les gens sont satisfaits de la fin du régime.

Les hommes sont plus satisfaits que les femmes (68% contre 59%). En observant les classes d'âges, on constate que dans toutes les classes d'âges, sauf celle de 51 ans et plus, la proportion de personnes satisfaites vaut au moins 62%. Dans la classe des 51 ans et plus, la proportion des gens satisfait est de 59%.

De manière générale, cette impression est générale, quelle que soit la classe d'âges, le sexe et, le niveau de formation de l'enquêté.

Au vu de ces résultats, il apparaît pour 94% des enquêtés, des facteurs endogènes au Mali sont à l'origine de la crise que connaît le pays. Le gouvernement actuel doit donc avant tout chercher à savoir ce qui s'est réellement passé dans la population. Ceci permettant d'éviter une autre surprise de ce genre. Pour l'ancien régime, il devrait en toute humilité faire son bilan des dernières années et tirer toutes les leçons à l'origine de cette crise sociale et politique. Cette situation devient nécessaire quand on sait que le régime a été élu dès le premier tour lors des élections présidentielles de 2007. Comment le pays a-t-il été dirigé pendant les 5 dernières années? Quels sont les vraies causes de la crise ? Comment la crise a-t-elle été gérée?

Graphique 2 : Selon vous qui est le principal responsable de la division du pays en deux ?



Graphique 3 : Êtes vous satisfaits que le régime d'ATT prenne fin avant l'organisation des élections ?

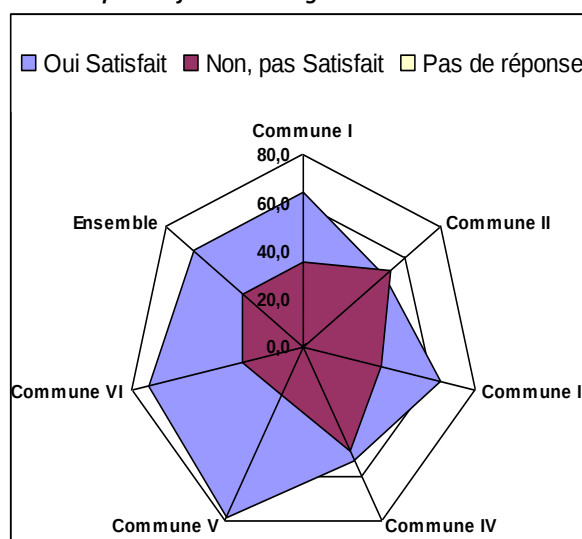


Tableau 2 : satisfaction que le régime d'ATT prenne fin avant l'organisation des élections selon le niveau d'instruction

Niveau	Oui Satisfait	Non pas Satisfait	Pas de réponse	Total
Aucun	59,60	40,00	0,40	100,00
Arabe ou autres	60,28	39,01	0,71	100,00
Premier cycle	62,96	37,04	0,00	100,00
Second cycle	65,69	34,31	0,00	100,00
Lycée/professionnelle	70,66	28,57	0,77	100,00
Supérieur	62,74	37,26	0,00	100,00
NR	66,67	33,33	0,00	100,00
Ensemble	63,96	35,68	0,36	100,00

3. La population est-elle satisfaite du retour à l'ordre constitutionnel ?

À la question de savoir si vous êtes satisfaits ou pas que les militaires aient remis le pouvoir aux civils, on constate que 75% se disent satisfaits du retour à l'ordre constitutionnel alors que 25% pensent que les militaires devraient garder le pouvoir.

Tableau 3 : satisfaction par rapport au retour à l'ordre constitutionnel selon la commune et le niveau de formation

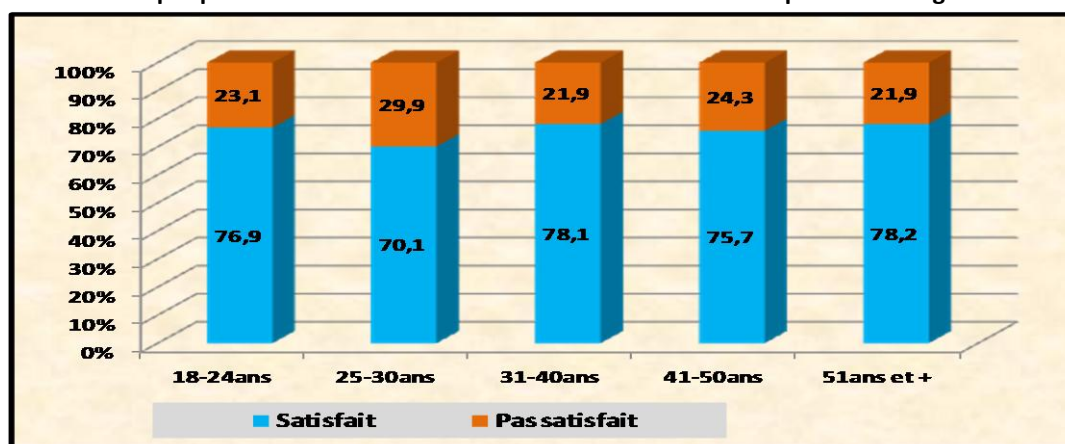
Commune	Perception suivant les communes			Formation	Perception suivant le niveau de formation		
	Oui Satisfait	Non pas Satisfait	Total		Oui Satisfait	Non pas Satisfait	Total
Commune I	76,6	23,4	100,0	Aucun	73,60	26,40	100,00
Commune II	75,0	25,0	100,0	Arabe ou autres	69,50	30,50	100,00
Commune III	86,8	13,2	100,0	Premier cycle	79,63	20,37	100,00
Commune IV	80,2	19,8	100,0	Second cycle	75,91	24,09	100,00
Commune V	78,9	21,1	100,0	lycée/professionnelle	72,97	27,03	100,00
Commune VI	60,1	39,9	100,0	Supérieur	81,13	18,87	100,00
Total	75,3	24,7	100,0	Total	75,32	24,68	100,00

Une analyse par commune montre que dans toutes les communes, plus de 75% des personnes se disent satisfaites du retour à l'ordre constitutionnel excepté dans la commune 6 où on note un taux de satisfaction de 60%.

De même, une analyse suivant le niveau de formation montre que pour toutes les modalités de cette variable, la proportion de personnes satisfaites du retour à l'ordre constitutionnel dépasse 72%, excepté pour les individus ayant suivi un cursus scolaire arabisant (69%). Il faut signaler que le groupe de personnes ayant un niveau supérieur est le plus satisfait avec un taux de 81%.

Les hommes sont relativement moins satisfaits que les femmes (74% contre 76%). En observant les classes d'âges, on constate que dans toutes les classes d'âges la proportion de personnes satisfaites vaut au moins 70%.

Graphique 4: satisfaction du retour à l'ordre constitutionnel par classe d'âges



De manière générale, il faut retenir que la satisfaction de la remise du pouvoir aux civils est une opinion partagée par plus de 75% des enquêtés et cela, quel que soit la classe d'âge, le sexe et le niveau de formation.

Au vu de ces résultats, il est important d'envisager le retour effectif à l'ordre constitutionnel. Pour le moment, il semble que ce soit pas encore le cas. Il est également important de privilégier le maintien de ce retour à l'ordre constitutionnel afin de ne pas basculer dans une autre crise.

4. La population est-elle satisfaite de la composition du nouveau gouvernement ?

À cette question, 80% de la population répondent être satisfaits ou très satisfaits, 10,8% disent ne pas être satisfaits et 9,7% ne pas du tout satisfaits.

L'analyse par commune montre que dans toutes les communes, plus de 75% de la population enquêtée est satisfaite, voire même très satisfaite de la composition du nouveau gouvernement exception faite des individus résidant dans la commune 6 où on note un taux de satisfaction par rapport au nouveau gouvernement de 70%.

Du point de vue du niveau de formation, il ressort que plus de 77% individus appartenant à chacune des modalités de cette variable sont assez satisfaits de ce nouveau gouvernement. En outre, on ne note pas de différence significative entre les réponses des individus pour les divers niveaux de formation.

L'analyse suivant le sexe des individus sondés ne met pas en évidence des opinions fondamentalement différentes entre les hommes (79%) et les femmes (78%). Le constat est le même quand on considère les individus suivant le groupe d'âge auquel ils appartiennent.

Tableau 4 : satisfaction par rapport à la composition du gouvernement selon la commune

Commune	Pas du tout satisfait	Pas satisfait	Satisfait	Très satisfait	Non réponse	Somme
Commune I	6,97	15,92	53,23	23,38	0,50	100,00
Commune II	11,54	12,18	26,28	48,72	1,28	100,00
Commune III	5,56	9,72	56,94	27,08	0,69	100,00
Commune IV	9,34	9,89	39,56	41,21	0,00	100,00
Commune V	5,03	5,03	50,25	38,69	1,01	100,00
Commune VI	17,98	11,84	40,35	29,39	0,44	100,00
Ensemble	9,73	10,81	44,50	34,32	0,63	100,00

Tableau 5 : satisfaction par rapport à la composition du gouvernement selon le sexe

Sexe	Pas du tout satisfait	Pas satisfait	Satisfait	Très satisfait	Non réponse	Somme
Homme	10,99	9,04	41,67	37,77	0,53	100,00
Femme	8,42	12,64	47,44	30,77	0,73	100,00
Total	9,73	10,81	44,5	34,32	0,63	100,00

Tableau 6 : satisfaction par rapport à la composition du gouvernement selon la classe d'âges

Classe d'âge	Pas du tout satisfait	Pas satisfait	Satisfait	Très satisfait	Non réponse	Somme
18-24ans	8,73	13,10	44,10	33,62	0,44	100,00
25-30ans	11,87	8,99	45,68	32,73	0,72	100,00
31-40ans	8,30	9,43	47,17	34,72	0,38	100,00
41-50ans	9,63	12,84	40,37	36,24	0,92	100,00
51ans et +	10,08	10,08	43,70	35,29	0,84	100,00
NR	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
Total	9,73	10,81	44,50	34,32	0,63	100,00

Globalement, quelle que soit le point de vue retenu pour l'analyse de cette préoccupation, il n'apparaît pas un groupe d'individus ayant une perception fondamentalement contraire à la tendance générale de satisfaction par rapport à la composition du nouveau gouvernement. Ce résultat suggère qu'il faut bien admettre l'existence, au-delà des rumeurs sociales, d'un consensus social sur la qualité de cette équipe gouvernementale.

Il importe donc que le peuple malien ainsi que la communauté internationale mettent tout en œuvre pour garantir la réussite des missions confiées au nouveau gouvernement. Les différents partis politiques, les groupements de partis notamment le Front national pour la Démocratie et le MP22 doivent laisser de côté leurs intérêts personnels pour le bien-être du peuple. Dans cette perspective, les partis politiques locaux ont un rôle majeur à jouer en acceptant cette volonté du peuple. Cette adhésion populaire à cette nouvelle équipe gouvernementale témoigne du souci du peuple malien de voir émerger de nouveaux leaders politiques à la tête des affaires publiques.

Quant à cette nouvelle équipe gouvernementale, elle doit comprendre qu'elle bénéficie d'une période de grâce et d'a priori favorable parce que n'ayant pas d'antécédents politiques. Elle doit cependant comprendre que le peuple la jugera sur les résultats obtenus et cela, le plus vite possible. Les enjeux du contexte social actuel la met en face de nombreux défis : la gestion de la crise politique à Bamako, la réconciliation de toutes les composantes de l'armée nationale, la résolution de l'implosion sociale qui pointe, la consolidation du pays, etc. Le premier chef du gouvernement doit donc présenter rapidement une feuille de route pour rassurer les populations et tous les acteurs de la vie politique et économique : un plan d'action du gouvernement, une méthode d'évaluation des ministres, une méthode de recrutement des directeurs des différentes directions sous tutelles des ministères.

Tableau 7 : satisfaction par rapport à la composition du gouvernement selon le niveau de formation

Niveau Formation	Pas du tout satisfait	Pas satisfait	Satisfait	Très satisfait	Non réponse	Somme
Aucun	10,40	10,40	45,60	33,20	0,40	100,00
Arabe ou autres	11,35	9,22	42,55	36,88	0,00	100,00
Premier cycle	6,48	12,04	44,44	35,19	1,85	100,00
Second cycle	7,30	13,87	48,91	28,47	1,46	100,00
lycée/professionnelle	11,20	8,11	42,86	37,07	0,77	100,00
Supérieur	8,96	13,21	43,87	33,96	0,00	100,00
NR	33,33	0,00	33,33	33,33	0,00	100,00
Total	9,73	10,81	44,50	34,32	0,63	100,00

5. L'avis de la population sur le comportement général des putschistes

À la question de savoir si la population est satisfaite ou pas du comportement général des putschistes, 60% se disent satisfaits et même très satisfaits, 21% ne sont pas satisfaits et 19,2% ne sont pas du tout satisfaits.

Tableau 8 : satisfaction par rapport au comportement général des putschistes selon la commune

Commune	Pas du tout satisfait	Pas satisfait	Satisfait	Très satisfait	Somme
Commune I	36,82	17,91	19,40	25,87	100,00
Commune II	17,31	28,21	30,13	24,36	100,00
Commune III	15,97	32,64	39,58	11,81	100,00
Commune IV	26,37	26,37	14,84	32,42	100,00
Commune V	11,06	9,55	39,70	39,70	100,00
Commune VI	8,33	16,67	32,46	42,54	100,00
Ensemble	19,19	20,90	29,10	30,81	100,00

Tableau 9 : satisfaction par rapport au comportement général des putschistes selon le sexe

Sexe	Pas du tout satisfait	Pas satisfait	Satisfait	Très satisfait	Somme
Homme	18,26	21,63	25,35	34,75	100,00
Femme	20,15	20,15	32,97	26,74	100,00
Total	19,19	20,90	29,10	30,81	100,00

Tableau 10 : satisfaction par rapport au comportement général des putschistes selon la classe d'âges

Classe d'age	Pas du tout satisfait	Pas satisfait	Satisfait	Très satisfait	Somme
18-24ans	17,03	18,78	31,44	32,75	100,00
25-30ans	19,78	24,10	24,82	31,29	100,00
31-40ans	19,62	20,38	30,94	29,06	100,00
41-50ans	18,81	19,27	27,98	33,94	100,00
51ans et +	21,85	21,85	31,93	24,37	100,00
NR	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
Total	19,19	20,90	29,10	30,81	100,00

Tableau 11 : satisfaction par rapport au comportement général des putschistes selon le niveau de formation

Niveau Formation	Pas du tout satisfait	Pas satisfait	Satisfait	Très satisfait	Somme
Aucun	24,40	19,60	24,00	32,00	100,00
Arabe ou autres	19,15	21,28	31,91	27,66	100,00
Premier cycle	13,89	21,30	33,33	31,48	100,00
Second cycle	17,52	16,79	29,93	35,77	100,00
lycée/professionnelle	15,44	20,46	36,68	27,41	100,00
Supérieur	20,75	25,47	21,23	32,55	100,00
NR	66,67	0,00	33,33	0,00	100,00
Total	19,19	20,90	29,10	30,81	100,00

Si globalement 3 personnes sur 5 sont satisfaites du comportement général des putschistes, il faut noter que cette proportion cache certaines disparités suivant la commune mais aussi suivant le niveau de formation.

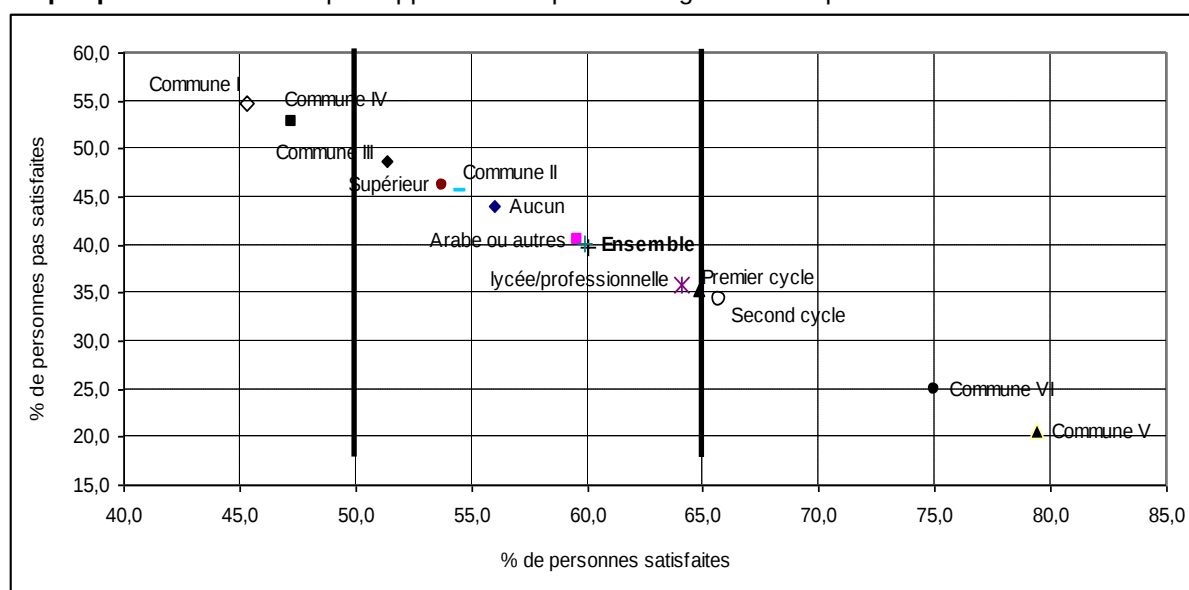
L'analyse suivant les communes, permet de distinguer 3 trois groupes d'opinion assez homogènes:

Groupe 1 : les communes dans lesquelles la population est largement satisfaite du comportement des putschistes (communes V et VI avec respectivement 79 et 75% de taux de satisfaction.);

Groupe 2 : les communes II et III où la population est relativement satisfaite avec des taux de satisfaction variant entre 50 et 70% ;

Groupe 3 : les communes I et IV avec des taux de satisfaction inférieurs à 50%.

Graphique 5 : Satisfaction par rapport au comportement général des putschistes



L'examen du graphique 5 montre les taux de satisfaction par rapport à l'action des putschistes sont les plus faibles pour les individus résidant principalement dans les communes I et IV et justifiant d'un niveau d'instruction supérieur. A l'opposé de ce groupe, on trouve des individus identifiés dans les communes V et VI très favorables aux putschistes et avec un niveau d'instruction intermédiaire (premier cycle et second cycle de l'enseignement secondaire). Entre ces deux comportements extrêmes, se trouvent des individus plus ou moins indécis par rapport à l'action de la junte militaire et résidant dans les communes II et III. Ces derniers ont généralement soit aucun niveau d'instruction, soit ont suivi un cursus scolaire arabisant, soit une formation technique.

Concernant le sexe, Il n'y a pas de différence significative les, hommes et les femmes (environ 60% de satisfaction dans chaque groupe)

Par ailleurs, la proportion de personnes satisfaites du coup d'État est relativement supérieure à celle des personnes qui sont satisfaites du comportement général des putschistes (64% contre 60%). Cela pourrait illustrer le fait que si les populations ont accepté le renversement du régime d'ATT, il ne souhaite pas voir à la tête du pays une junte militaire. Cela dit, à ce jour, la population reste globalement satisfaite du comportement général des putschistes.

La junte et son leader, le Capitaine Sanogo devrait donc tenir compte de ces résultats pour son positionnement sur l'échiquier politique. Si son groupe est jusque là positivement apprécié par plus de 60% de la population, il ne faut pas se laisser piéger par la volonté de s'impliquer dans la gestion des affaires courantes de la nation (affrontements entre étudiants et forces de l'ordre, traitement des militaires arrêtés, gestion des finances publiques, etc.). Il leur est aussi important d'être moins présents sur la scène politique pour que le gouvernement qui est déjà bien apprécié puisse faire son travail. Cependant, les propositions du type « que les militaires regagnent purement les casernes » ne collent pas pour le moment avec les réalités de terrain: il n'existe pas de confiance totale entre nos militaires, il est donc nécessaire d'user de tous les moyens (les chefs religieux, les partis politiques, la société civile, la communauté internationale) pour réunifier l'armée nationale.

6. L'avis de la population sur la continuité de la transition par le Pr Dioncounda

À la question de savoir si le président actuel doit être reconduit après les 40 jours d'intérim ou bien s'il doit être remplacé après les 40 jours, on note que 52% de la population pensent que le Pr Dioncounda doit rester pour continuer avec la transition alors que 43% pensent qu'il doit être remplacé, 5% restent indifférents. La majorité des enquêtés (au moins 57%) n'est donc pas contre le fait que le président intérimaire dirige aussi la transition. Les différents groupes opposés à cette transition doivent s'aligner sur l'avis du peuple.

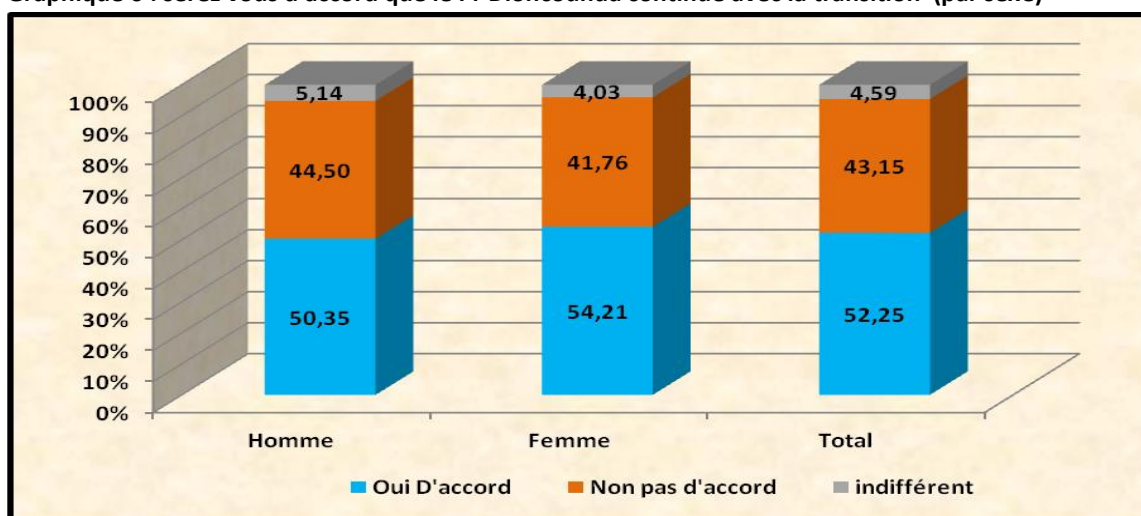
Tableau12 : serez vous d'accord que le Pr Dioncounda continue avec la transition (par niveau de formation)

Niveau Formation	Oui D'accord	Non pas d'accord	indifférent	Somme
Aucun	57,60	34,00	8,40	100,00
Arabe ou autres	55,32	41,84	2,84	100,00
Premier cycle	63,89	31,48	4,63	100,00
Second cycle	49,64	45,99	4,38	100,00
lycée/professionnelle	44,02	53,28	2,70	100,00
Supérieur	49,53	47,17	3,30	100,00
Non reponse	66,67	0,00	33,33	100,00
Total	52,25	43,15	4,59	100,00

Tableau 13 : serez vous d'accord que le Pr Dioncounda continue avec la transition (par commune et par âge)

Commune	Oui	Non	indifférent	Somme	Classe	Oui	Non	indifférent	Somme
Commune I	62,19	34,33	3,48	100,00	18-24ans	51,53	44,54	3,93	100,00
Commune II	63,46	28,21	8,33	100,00	25-30ans	54,32	41,73	3,96	100,00
Commune III	66,67	23,61	9,72	100,00	31-40ans	49,06	43,77	7,17	100,00
Commune IV	50,00	45,05	4,95	100,00	41-50ans	50,92	44,95	4,13	100,00
Commune V	35,68	63,82	0,50	100,00	51ans et +	58,82	38,66	2,52	100,00
Commune VI	42,98	53,95	3,07	100,00	NR	0,00	100,00	0,00	100,00
Ensemble	52,25	43,15	4,59	100,00	Ensemble	52,25	43,15	4,59	100,00

Graphique 6 : serez vous d'accord que le Pr Dioncounda continue avec la transition (par sexe)



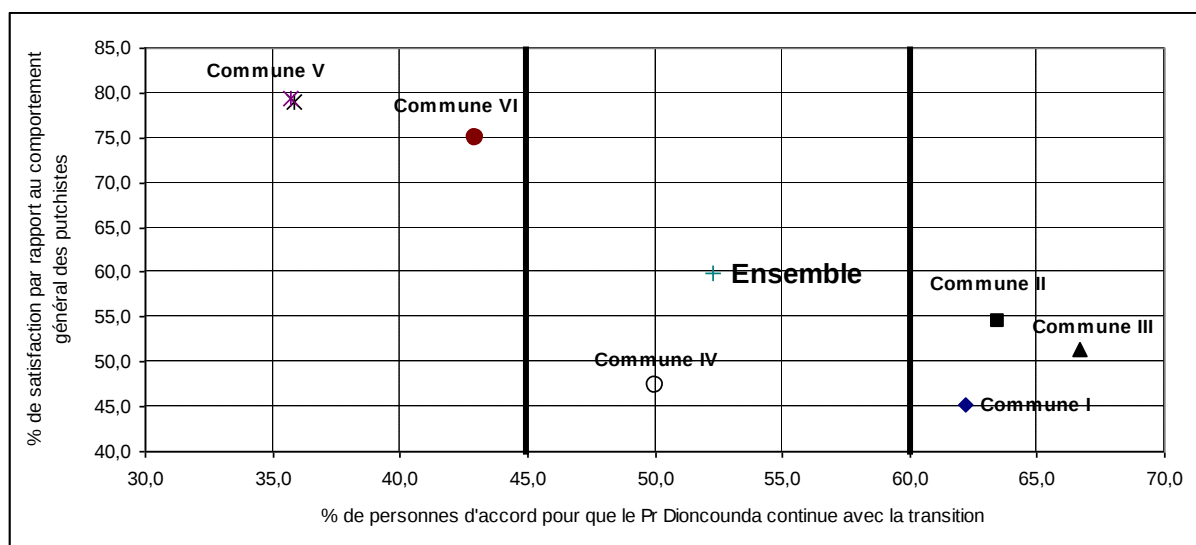
Le croisement avec la commune montre que dans les communes I, II et III au moins 62% de la population sont pour que le président intérimaire continue la transition. Dans la commune IV ce sont 50% de la population qui sont pour. Au niveau des communes V et IV on note que respectivement 36% et 43% sont pour que le président intérimaire continue la transition.

Par rapport au niveau de formation, ceux qui ont atteint au moins le secondaire sont moins favorables à la poursuite de la transition par le président intérimaire (environ 45% pour les niveaux secondaire et plus contre 58% pour les groupes de niveau inférieur au secondaire).

Les hommes sont à 50% et les femmes à 54% d'accord que Dioncounda dirige aussi la transition. Alors que suivant les classes d'âges, les vieux (51 ans et plus) sont plus d'accord que les autres classes d'âges (59% pour les vieux contre moins de 54.5% pour les autres classes d'âges) pour que le Pr Dioncounda poursuive la transition à la tête du pays.

Au-delà de ces résultats, que pensent les individus globalement favorables à la junte militaire du fait que le Pr Dioncounda poursuive la transition à la tête de l'Etat malien ? Observe-t-on une appréciation globalement homogène ou des comportements hétérogènes ? L'examen du graphique 7 apporte des éléments de réponses intéressantes. En effet, il ressort que les individus les moins favorables à la junte (c'est-à-dire les plus instruits) sont ceux qui sont le plus favorables au fait que le Pr Dioncounda poursuive la transition à la tête de l'Etat malien. Ces individus sont identifiés dans les communes I, II et III. Cette catégorie d'individus a une opinion totalement opposée à celle des individus résidant dans les communes V et VI (justifiant d'un niveau d'études secondaires), globalement très favorables à la junte mais peu favorables (moins de 45%) à l'idée que le Pr Dioncounda continue la transition à la tête de l'Etat.

Graphique 7 : Perception croisée de la satisfaction par rapport à la junte et au Pr Dioncounda



On constate donc que la population est relativement partagée sur le fait que le président Doincounda continue la transition (52% sont pour alors que 43% sont contre) avec une opposition très nette entre des individus relativement instruits et des individus qui le sont moins. La majorité de la population est cependant pour que le président intérimaire continue la transition. Le CNRDE et les autres partenaires du Mali doivent donc tenir compte de ces conclusions dans leurs prises de décision.

Cependant, le comportement incompréhensible de la CEDEAO qui avait consisté à prendre à contre pied les putschistes et le peuple malien aurait risqué de fragiliser davantage la situation. Après avoir signé un accord cadre assez clair avec la junte et à l'aide de la complicité des groupes religieux, la CEDEAO s'était fourvoyé en voulant écarter la junte, violant en partie l'accord cadre de manière unilatérale (en décidant de manière unilatérale de prolonger le mandat du président intérimaire de 40 jours à 12 mois). Il serait plus stratégique de laisser Dioncounda diriger la transition et de négocier avec la junte et les autres acteurs de la scène économique et politique pour que le Pr Dioncounda poursuive cette transition avec une équipe gouvernementale approuvée de façon consensuelle.

7. Faut-il utiliser la force ou négocier la situation du nord ?

A cette question, 54% de la population optent pour une utilisation de la force pour récupérer le nord alors que 45% souhaite la voie de la négociation. Dans toutes les communes sauf la VI, la proportion de personnes préférant la force vaut au moins 50%. Cette statistique est de 40% au niveau de la commune VI. Selon le niveau de formation, on note que dans tous les groupes, au moins 50% des personnes sont pour l'utilisation de la force. On note que 57% des hommes sont pour l'utilisation de la force alors que cette statistique est de 51% pour les femmes. Les personnes âgées de 41 ans et plus veulent une négociation (63%) alors que les individus de moins de 41 ans on constate que 56% préfèrent l'utilisation de la force pour reconquérir le nord du pays.

Tableau 14 : faut-il une utilisation de la force ou négocier la situation du nord (par commune et par classe d'âge)

Commune	Force	Négociation	Non réponse	Somme	Classe d'Age	Force	Négociation	Non réponse	Somme
Commune I	58,21	41,29	0,50	100,00	18-24ans	52,84	47,16	0,00	100,00
Commune II	66,03	31,41	2,56	100,00	25-30ans	58,27	40,29	1,44	100,00
Commune III	57,64	40,28	2,08	100,00	31-40ans	58,87	39,62	1,51	100,00
Commune IV	50,00	50,00	0,00	100,00	41-50ans	49,08	50,46	0,46	100,00
Commune V	59,30	40,70	0,00	100,00	51ans et +	47,90	50,42	1,68	100,00
Commune VI	39,91	58,77	1,32	100,00	NR	0,00	100,00	0,00	100,00
Ensemble	54,32	44,68	0,99	100,00	Ensemble	54,32	44,68	0,99	100,00

Dans le contexte sociopolitique instable, le nouveau gouvernement doit éviter tous les facteurs d'une implosion sociale en communiquant mieux et plus largement sur sa stratégie de récupération des trois régions du nord et pour la restauration d'une vie politique et sociale apaisée. L'analyse de nos données semble opposer des groupes d'individus ayant des lectures différentes de la crise actuelle, de ses antécédents et de ses enjeux. Il doit faire un effort tout particulier pour expliquer au peuple les choix et les priorités de la politique gouvernementale. Cela permettra au nouveau gouvernement d'être en phase avec son peuple.

8. L'avis de la population sur le comportement de la CEDEAO, des USA et de la France

À la question de savoir si la CEDEAO, les USA et la France aident plutôt le Mali, les rebelles ou sont neutres, les résultats diffèrent suivant ces groupes.

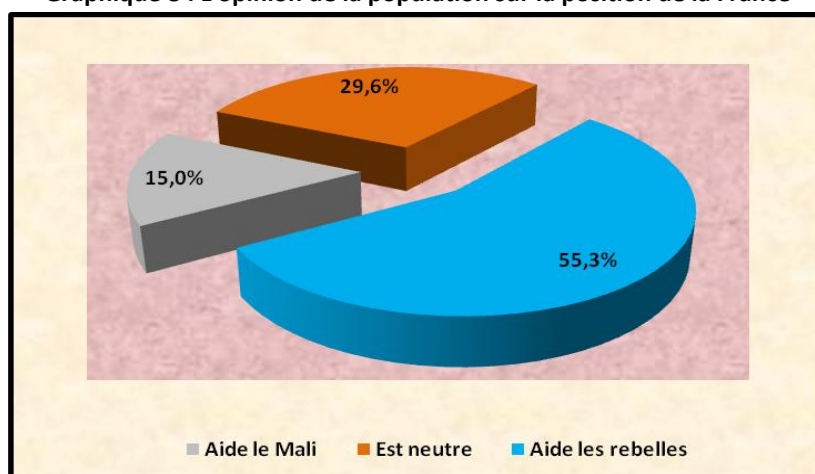
Pour 66% de la population, la CEDEAO aide le Mali contre les rebelles tandis que 27% des enquêtés pensent que la CEDEAO est neutre, donc seulement 6% pensent que la CEDEAO aide surtout les rebelles.

Pour 39% de la population, les USA aident le Mali contre les rebelles, 51% pensent que les USA sont neutres. donc seulement 9% pensent que les USA aident surtout les rebelles.

Les réponses à cette question pour la France sont que seulement 15% de la population pensent que la France aide le Mali contre les rebelles, 30% pensent que ce pays est neutre et jusqu'à 55% pensent que la France est derrière cette rébellion.

Suivant le sexe, il ressort que 58% des hommes pensent que la France aide les rebelles alors que cette statistique est de 52% au niveau des femmes. Le croisement par niveau d'étude ne montre pas de différence nette en termes de niveau d'étude.

Graphique 8 : L'opinion de la population sur la position de la France



Il faut retenir que la majorité de la population pense que la France aide surtout les rebelles. Cette situation s'explique par les perceptions que les populations mentionnent du comportement à équivoque de ce pays dans la gestion de la crise, marqué notamment par:

- ✓ la France héberge toujours des responsables du MNLA.
- ✓ La France est en contact direct avec le MNLA. Par exemple sous la demande des autorités françaises, le MNLA a eut à escorter un couple Français jusqu'en Mauritanie afin de permettre au couple de s'échapper au groupe ansar dine (cf. le témoignage du couple sur une émission de RFI),
- ✓ C'est sur la télévision française France 24 que le MNLA a fait sa déclaration d'indépendance.

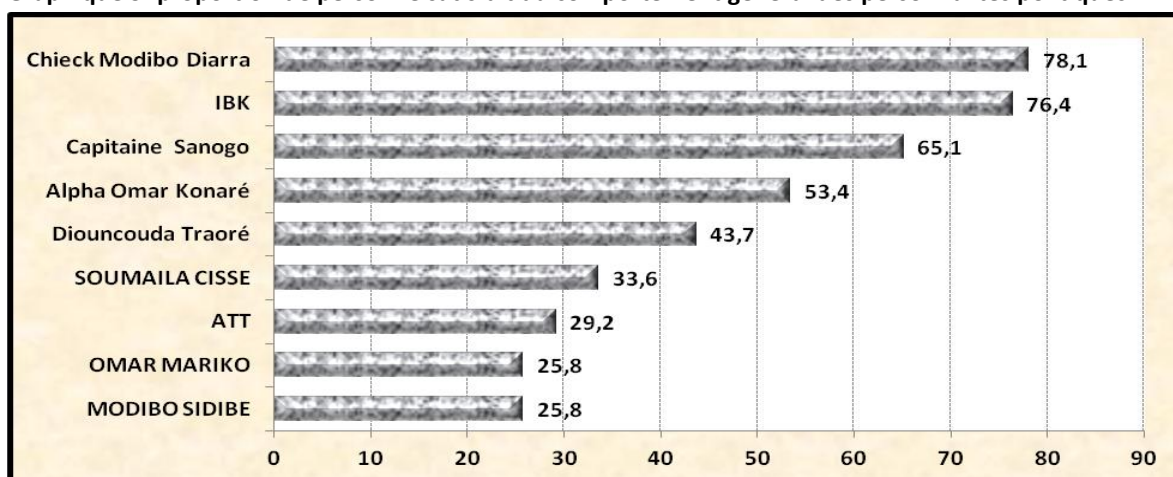
Ces initiatives, certainement mal interprétées par une population à majorité analphabètes expliquent cette réaction par rapport à la France. La France doit donc revoir son comportement dans la gestion de la crise. Pour bien comprendre le mécontentement des maliens, il suffit d'imaginer les réactions des français dans une situation où le Mali accepterait d'héberger un "Mohamed Mérah" en lui passant nos antennes pour qu'il fasse ses déclarations. Rien que pour la mémoire des 70 militaires ligotés et abattus froidement, les Français ne devrait pas accepter de passer leur micro pour cette déclaration d'indépendance.

9. L'appréciation générale des principales personnalités politiques par la population

Nous présentons ici la proportion de personnes ayant **un avis favorable** pour une personnalité donnée (le complément à 100% de cette statistique est composé des avis neutres et/ou défavorables). Selon nos résultats, la personne ayant le plus d'avis favorables est le premier ministre Cheick Modibo Diarra (78%). Cette situation peut s'expliquer par le choix de son gouvernement et surtout l'absence d'antécédents politiques. La deuxième personnalité est le candidat du RPM Ibrahim Boubacar Keita (IBK), cette personnalité a 76% d'avis favorables, la troisième personnalité est le capitaine Amadou Haya Sanogo avec 65% d'avis favorables.

Le président ATT a 29% d'avis favorables alors que le président par intérim (le Pr Dioncounda) a 44% d'avis favorables.

Graphique 9: proportion de personne satisfait du comportement général des personnalités politiques



La popularité de Sanogo peut s'expliquer par le fait d'avoir percer l'abcès de cette tension/implosion sociale que cachait le régime du président ATT et qui aurait perdurer autrement. Sa popularité aussi soudaine qu'inattendu est la conséquence de l'espoir qui était mis en lui et en son équipe comme le sauveur du Mali. En dépit de cette popularité, la population ne souhaite pas le voir à la tête du pays. En effet, le Mali ne peut vivre en autarcie, le pays a besoin d'une très bonne coopération internationale avec un gouvernement civil à sa tête.

III. Conclusion et Recommandations

1. Conclusion

L'étude a permis de quantifier différentes situations pouvant aider à la prise de décision. Pour la plupart des variables de l'étude, la population les points de vue ne sont pas assez opposés (la population a presque la même vision sur les aspects liés à la crise). On ne rencontre pas par exemple de situation totalement acceptée par les hommes et totalement rejetée par les femmes. Cette convergence des visions est déjà une force pour que le pays retrouve sa situation normale.

On faut retenir que: l'appréciation du coup d'État par le peuple montre que pays vivait en essence une situation de crise bien avant le coup de d'État. La population est très satisfaite de la composition du nouveau gouvernement et du retour à l'ordre constitutionnel. Le peuple n'est pas aussi contre le fait que le président intérimaire dirige la transition. Chaque malien doit donc laisser de côté ses propres intérêts et suivre ceux du peuple.

Enfin, cette recherche nous a aussi permis de nous prononcer sur la crise avec des chiffres à l'appui. Comme toute étude scientifique, cette étude n'est pas exempte d'insuffisances, elle a cependant le mérite d'être réalisée suivant une démarche méthodologique claire et rigoureuse.

2. Recommandations

Au vu des résultats de l'étude et en tenant compte de certaines réalités, des recommandations peuvent être faites pour le court, le moyen et le long terme. Certaines recommandations ne sont pas strictement liées aux résultats de l'enquête, elles sont dès fois tirées de différentes situations vécues des nos pays.

A court terme :

- **Soigner les plaies de l'armée:** il faut soigner les plaies occasionnées par le coup d'État et la tentative du contre coup d'État. L'unité nationale dans notre armée est nécessaire pour gagner cette guerre. Des officiers supérieurs déserteurs constituent une grande menace pour la sécurité intérieure. La réconciliation peut être facilitée par trois choses:
 - Les guides religieux du pays: ceux-ci peuvent nous aider à réconcilier les différents officiers.
 - Les jeunes officiers parents des officiers supérieurs: au Mali comme dans plusieurs pays de la sous région, les officiers supérieurs ont toujours des fils, filles, neveux, etc. parmi les sous officiers. Il est important d'exploiter ces liens de parentés lors du processus de réconciliation.
 - Les expériences dans certains pays. Le Mali n'est certainement pas le premier pays à connaître un tel désaccord entre des militaires. Il est important de s'inspirer des solutions adoptées dans d'autres pays.
- **Ne pas faire disparaître le corps des bérets rouges:** La décision du CNRDRE qui consiste à faire disparaître le corps des bérets rouges n'est peut être pas la meilleure solution. En fait, dans plusieurs corps, il faut promouvoir l'excellence. Par ailleurs le moment et la manière dont cette décision est prise n'est peut être pas la meilleure solution. On pourra par exemple appliquer des reformes qui seront plus utiles pour le pays.
- **Organiser une session parlementaire:** Cette session pourra accoucher d'idées pertinentes dans la résolution de la crise.
- **Moins de présence mais la disparition du CNRDRE:** Pour une bonne stabilité du pays, pour attirer des IDE (Investissement Direct Étranger), pour avoir l'appui de la Banque Mondiale, du FMI, de l'UA, de la CEDEAO, il faut moins de présence du CNRDRE dans les prises de décisions. Une menace d'instabilité a un grand impact sur les IDE.

Cependant, dans la situation actuelle, les leaders du CNRDRE ont besoin de se protéger. La tentative de contre coup d'État fait que le CNRDRE est toujours méfiant au regards de leur intégrité physique. L'État doit assurer la sécurité de ce groupe et leur redonner confiance.

- ***Il faut mettre en place une commission qui sera chargée de la restauration de l'intégrité territoriale du pays.*** Cette commission qui sera proche du président de transition aura pour objectif de récupérer le nord (par négociation ou par la force).
- **Proposition d'études statistiques pour la gestion de la crise:** pour une gestion efficace de la crise, il est nécessaire d'évaluer un ensemble de situations: conditions de vie des déplacés de guerres, changement de la structure des ménages dû à l'effet de la guerre, condition de retour des déplacés de guerre. Il faut s'inspirer des études effectuées en Cote d'Ivoire pendant leur crise.

Dans le moyen terme: (6 à 9 mois)

- **Il faut récupérer le nord par négociation ou par la force.** La récupération doit être suivie d'une militarisation totale de la zone. Cette zone doit être militarisée si on veut une sécurité sur le long terme. Il faut surtout noter que la récupération pourrait en réalité prendre même plusieurs années.
- ***Il faut éviter de négocier avec l'argent du contribuable.*** Ceci ne semble pas résoudre le problème.
- ***D'un malheur il peut sortir du bonheur:*** Cette du nord a permis de constater que le MNLA ne contrôle pas en réalité le nord. Depuis le départ des militaires maliens, le groupe MNLA a montré son inefficacité dans le contrôle du territoire. Ce qui montre que la demande d'indépendance est ambiguë. Pour la sécurité de la sous région, la communauté internationale, les amis du Mali doivent nous aider à récupérer le nord et avoir les moyens de contrôler ce vaste territoire.

Dans le long terme:

- **Il faut mettre en place les conditions d'une élection transparente.** Cela commence déjà par le fait de trouver un fichier électoral fiable. Il faut aussi une liberté de la presse dans le pays, par exemple la presse privée doit pouvoir donner les résultats par bureau de vote dès la fermeture des bureaux. Il faut avoir assez d'observateurs étrangers afin de garantir la transparence dans ces élections.
- **Organiser les élections, installer le nouveau président.**
- ***Penser à former un nouveau type de malien:*** le développement du pays ne peut se faire sans les maliens. Il faut redonner espoir aux maliens, faire de sorte que la population soit regardant sur la gestion pays. Cette situation est nécessaire pour la bonne marche de nos pays. Les maliens doivent aussi avoir que ce sont leurs cartes d'électeurs qui permettent de choisir les responsables du pays.

Recommandation d'ordre général pour le pays:

R1. Il faut supprimer le statut de première dame: Cette crise qui vient de frapper notre pays doit interpellé tous les maliens. Indépendamment de la situation du nord, la colère des maliens peut s'expliquer par le fait que le pays connaissait des dérives difficilement supportables. On peut citer par exemple des scandales financiers ayant conduit au changement des DAF, le comportement irresponsable d'un ministre jetant une chaise sur notre police, la présence de listes parallèles lors des concours de la fonction publique, des personnes incompétentes à des poste clefs, etc. Ces situations sont venue neutraliser les efforts fournis par l'ancien régime.

Nous recommandons pour l'avenir de notre pays, la suppression du statut de première dame. Le peuple doit élire un président et non un président et une première dame. Comprenons simplement que toutes nos dames sont des premières dames. La femme du président ne doit avoir ni un cabinet, ni se mêler à des affaire d'État. La presse doit jouer le rôle d'éveilleur de conscience et de canalisateur pour le respect de cette situation.

R2 le président ne doit pas être totalement libre dans le choix des ministres: notre étude à montré que la population est satisfaite de la composition du nouveau gouvernement. Et pour autant, les ministres ont été nommés juste pour leurs compétences. Cela signifie que les maliens préfèrent un gouvernement compétent à un ensemble d'individus issus d'un même parti politique.

Hors, généralement, les candidats à la présidence sont soutenus par des groupes d'individus, une fois élus, on constate la venue de personnes étrangères à la lutte (cousins, parents de la femme du président, anciens amis, etc.). Cette situation aboutit dès fois à un gouvernement moins efficace.

Nous proposons que le peuple demande à chaque candidat de nous donner le type de son gouvernement bien avant les élections. Il est même possible de nous donner en avance la liste des membres à 40% du nombre totale de ministre. Les 60% restant seront déterminés par les stratégies d'alliances en cas d'un second tour. Cette situation permet d'avoir une proportion non négligeable de technocrates ou bien d'hommes bien appréciés dans le gouvernement. Le président doit comprendre qu'il n'est plus libre de nommer qui il veut aux postes de ministres.

R3. Les directeurs nationaux et centraux ne doivent pas être nommés mais plutôt recrutés après appel à candidature: Quelle que soit la qualité des ministres, si les directeurs nationaux et centraux ne sont pas de qualité, le pays risque de rester dans le statuquo. De plus faut t'il rappeler que le poste de directeur national n'est pas un poste politique mais technique. Nous proposons que les directeurs nationaux et centraux ne soient plus nommés par les ministres mais recrutés après appel à candidature. Ceci aura au moins trois avantages:

- Les réponses de l'appel à candidature permettent de connaître le potentiel du pays pour le poste mis à compétition.
- L'appel à candidature permet de retenir la meilleure personne pour le poste concerné. Ceci évite les nominations arbitraires faites par certains ministres.
- Le directeur national ou central retenu après l'appel à candidature n'aura pas les mains liées car il n'est pas redevable à son ministre.

R4. Il faut éviter des gouvernements d'union national, on a besoin d'une opposition forte et convaincue: les grands partis ont peut être une grande responsabilité dans la colère actuelle de la population. En effet, pendant les 5 dernières années, aucun des grands partis ne s'est nettement montré dans l'opposition. Même pendant le début de la crise au nord, aucun des grands partis politiques n'a anticipé cette situation qui arrive au pays. Personne ne voulait peut être avoir le président sur son dos. Or quand on inspire à nous diriger, il faut aimer le pays plus que soi-même.

Le Mali avait et a besoin d'une opposition forte et convaincue. Les propositions de gouvernement d'union nationale nous semblent être mal adaptées pour notre pays. Il faut un

parti qui dirige et les autres font des critiques plus ou moins objectives. Le peuple ne doit plus accepter des propositions de gouvernement d'union nationale.

R5. Il faut copier le Sénégal en termes de transparence dans les élections: Le peuple malien doit se convaincre comme celui du Sénégal, que seules leurs cartes d'électeur est important pour les élections présidentielles. Il faut se mobiliser, sécuriser les votes et voter le candidat les plus aptes à diriger le pays. Aujourd'hui, aucun candidat sénégalais ne peut prendre à la légère la détermination du peuple sénégalais.

Les députés maliens doivent comprendre que leur responsabilité est grande (pour le moment une bonne partie de nos députés ne font peut être que de la figuration). Les députés doivent aussi savoir qu'ils sont plus importants que les ministres (pour le moment nous avons l'impression que c'est le ministre qui coiffe le député). À long terme, il faut imposer au moins le niveau licence pour être député du pays (les enjeux deviennent de plus en plus sérieux).

R6. Il faut penser à un changement générationnel et à la promotion de l'excellence. Aujourd'hui une bonne partie des postes clefs sont occupés par des personnes relativement âgées. Il faut penser à un changement générationnel. On n'a pas besoin d'avoir la cinquantaine pour être: chef de grand parti, ministre, ou directeur national ou central, etc.

R7. Il faut aussi penser à évaluer les ministres et les directeurs nationaux chaque semestre.

R8. Il faut davantage d'études quantitatives: Pour avoir un système assez cohérent avec les objectifs fixés, il faut privilégier des résultats et objectifs basés sur des aspects quantifiés. Il faut donc des études statistiques pouvant évaluer ce qui est fait, ce qui reste à faire et ce qui est faisable.